

RCS : STRASBOURG

Code greffe : 6752

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de STRASBOURG atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2003 B 01481

Numéro SIREN : 450 655 543

Nom ou dénomination : DS IMPRESSION

Ce dépôt a été enregistré le 19/10/2020 sous le numéro de dépôt 16078

B/16078

DS IMPRESSION
Société par actions simplifiée
au capital de 56 620 euros
Siège social : 5, rue de l'Artisanat
67170 GEUDERTHEIM
450 655 543 RCS STRASBOURG

DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE
DU 29 SEPTEMBRE 2020

DECISION D'AFFECTATION DU RESULTAT
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

L'associée unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 292 725,13 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	292 725,13 euros
A titre de dividendes	213 000,00 euros
Soit 37,62 euros par action	
Le solde	79 725,13 euros

En totalité au compte "autres réserves" qui s'élève ainsi à 1 404 190,27 euros

Conformément à la loi, l'associée unique prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

*** Exercice clos le 31 décembre 2016 :**

213 000,00 euros,
dividendes non éligibles à l'abattement de 40 % : 213 000,00 euros

*** Exercice clos le 31 décembre 2017 :**

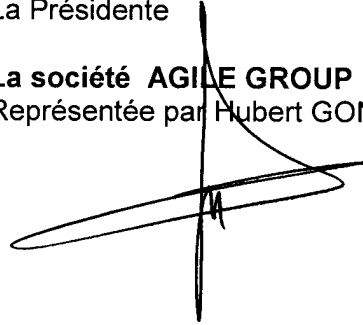
213 000,00 euros,
dividendes non éligibles à l'abattement de 40 % : 213 000,00 euros

* **Exercice clos le 31 décembre 2018 :**

670 702,00 euros,
dividendes non éligibles à l'abattement de 40 % : 670 702,00 euros,

Certifié conforme
La Présidente

La société AGILE GROUP
Représentée par Hubert GONCALVES

A handwritten signature in black ink, consisting of a vertical line with a horizontal stroke crossing it, and a large, sweeping flourish extending to the right.

DS IMPRESSION
Société par Actions Simplifiée
au capital de 56 620 Euros
5, rue de l'Artisanat
67170 GEUDERTHEIM

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

18, avenue du Rhin 67100 STRASBOURG • Tel : 03 90 20 05 80 • NOS BUREAUX : STRASBOURG | METZ | PARIS
E-mail : info@gestion-strategies.fr • Internet : www.gestion-strategies.fr • N° formateur : 426 703 862 67

• SARL au capital de 800 000 € • RCS Strasbourg 495 241 853 • Siret : 495 241 853 00029 • Code APE : 6920Z • TVA intracommunautaire : FR 454 952 418 53
SOCIÉTÉ INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES D'ALSACE ET DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE COLMAR

A l'associé unique de la société,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **DS IMPRESSION** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne:

- L'exhaustivité, l'existence et le correct rattachement à l'exercice des recettes commerciales.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication aux membres de l'Union appelé à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Strasbourg, le 25 septembre 2020

Pour la société AUDITORIA
Dan GOMPEL
Commissaire aux Comptes



Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	9 864 511	(955)	9 863 556	9 497 507
	Montant net du chiffre d'affaires	9 864 511	(955)	9 863 556	9 497 507
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			3 494	8 950
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			67 908	518 645
	Autres produits			1 118	301
		Total des produits d'exploitation (1)			9 936 077
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements			3 210 349	3 302 475
	Variation de stock			(205 635)	(47 474)
	Autres achats et charges externes			4 115 925	3 862 352
	Impôts, taxes et versements assimilés			136 305	142 861
	Salaires et traitements			1 596 913	1 601 169
	Charges sociales du personnel			534 475	497 078
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			188 573	202 271
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
- sur immobilisations					
- sur actif circulant			4 696	1 898	
Dotations aux provisions			31 409		
Autres charges			11 880	7 077	
	Total des charges d'exploitation (2)			9 624 889	9 569 707
	RESULTAT D'EXPLOITATION			311 187	455 696

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

RESULTAT D'EXPLOITATION		31/12/2019	31/12/2018
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 480	2 952
	Total des produits financiers	3 480	2 952
CHARGES FINANCIERS	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	21 025	21 593
	Total des charges financières	21 025	21 593
RESULTAT FINANCIER		(17 545)	(18 642)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		293 643	437 054
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	10 000	10 000
	Total des produits exceptionnels	10 000	10 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	425 1 340	35
	Total des charges exceptionnelles	1 765	35
RESULTAT EXCEPTIONNEL		8 235	9 965
PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES		9 153	(12 046)
TOTAL DES PRODUITS		9 949 557	10 038 355
TOTAL DES CHARGES		9 656 832	9 579 290
RESULTAT DE L'EXERCICE		292 725	459 065

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) dont produits concernant les entreprises liées

(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (1)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	150 987	138 799	12 188	12 454
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	158 508	87 417	71 091	86 942
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	199 444	155 837	43 607	60 923
	Autres immobilisations corporelles	586 136	441 261	144 876	188 882
	Immobilisations en cours				10 979
	Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	78 586		78 586	78 586	
TOTAL (II)	1 173 661	823 314	350 347	438 766	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	611 285	3 849	607 436	405 650
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
CREANCES (3)					
Créances clients et comptes rattachés	2 310 449	4 527	2 305 922	2 297 767	
Autres créances	153 838		153 838	221 951	
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	1 339 778		1 339 778	1 928 410	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	66 478		66 478	80 806
	TOTAL (III)	4 481 828	8 376	4 473 452	4 934 584
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecarts de conversion actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I à VI)	5 655 489	8 316 690	4 823 799	5 373 349	

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2019	31/12/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	56 620	56 620
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	24 447	24 447
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	5 662	5 662
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	1 324 465	1 536 102
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	292 725	459 065
Subventions d'investissement	15 833	25 833	
Provisions réglementées			
	Total des capitaux propres	1 719 753	2 107 729
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	31 409	
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	31 409	
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	741 416	1 237 999
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 578 087	1 375 587
	Dettes fiscales et sociales	618 282	533 298
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	134 853	118 736	
Produits constatés d'avance (1)			
	Total des dettes	3 072 638	3 265 620
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	4 823 799	5 373 349
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	292 725,13	459 064,98
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	2 626 880	2 625 986
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	70 681	339 155

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan comptable général.

Le bilan de l'exercice présente un total de **4 823 799 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **9 949 557 euros** et un total **charges** de **9 656 832 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **292 725 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2019** et finit le **31/12/2019**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.


Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

 Auditoria

COMMISSAIRE AUX COMPTES

ANNEXE - Elément 2

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES						
	Frais d'établissement et de développement					
	Autres	121 217		78 930	47 420	1 740
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	121 217		78 930	47 420	1 740

CORPORELLES						
	Terrains					
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement	158 508				158 508
	Instal technique, matériel outillage industriels	167 519		34 022	595	1 502
	Instal., agencement, aménagement divers	113 108		5 100		1 051
	Matériel de transport	107 039		35 345		
	Matériel de bureau, mobilier	328 556		7 090		9 051
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours	10 979				10 979
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	885 709		81 557	595	22 583

FINANCIERES						
	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	78 586				78 586
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	78 586				78 586

TOTAL						
	1 085 511		160 487	48 015	24 323	1 173 661

Les durées d'amortissement pratiquées pour les immobilisations sont :

- Logiciels : 3 ans
- Construction sur sol d'autrui : 10 ans
- Matériel industriel : 5 ans (1 à 3 ans pour le matériel d'occasion)
- Outillage industriel : 3 à 5 ans (1 à 2 ans pour le matériel d'occasion)
- Aménagement et agencement du matériel industriel : 5 ans
- Installation, aménagement et agencement : 5 ans
- Matériel de transport : 5 ans (2 à 3 ans pour le matériel d'occasion)
- Matériel de bureau et informatique : 3 ans
- Mobilier : 5 ans (2 à 3 ans pour le mobilier d'occasion)



ANNEXE - Elément 3

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	108 762	31 776	1 740	138 799
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	108 762	31 776	1 740	138 799
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	71 567	15 851		87 417
	Instal technique, matériel outillage industriels	106 596	50 743	1 502	155 837
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	80 789	17 476	1 051	97 214
	Matériel de transport	66 319	28 854		95 173
	Matériel de bureau, mobilier	212 712	45 212	9 051	248 873
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	537 983	158 136	11 604	684 515	
TOTAL		646 746	189 912	13 344	823 314

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations						Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre		Mode dégressif		Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre		Mode dégressif		
Frais d'établissement et de développement										
Autres immobilisations incorporelles										
TOTAL IMMOB INCORPORELLES										
Terrains										
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.										
Instal. technique matériel outillage industriels										
Instal générales Agenct aménagt divers										
Matériel de transport										
Matériel de bureau, informatique, mobilier										
Emballages récupérables, divers										
TOTAL IMMOB CORPORELLES										
Frais d'acquisition de titres de participation										
TOTAL										
TOTAL GENERAL NON VENTILE										

Expertise comptable


 Auditoria
Comptables aux Comptes

Stocks et En-cours

Etat exprimé en euros

	31/12/2019	Début exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état				
Approvisionnements				
Matières premières				
Autres approvisionnements	611 285	405 650	205 635	
TOTAL I	611 285	405 650	205 635	
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Produits résiduels				
Autres				
TOTAL II				
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
TOTAL III				
Production stockée (Total II + Total III)				

Crédit-Bail

Etat exprimé en euros		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/12/2019
VALEUR D'ORIGINE				1 579 720		1 579 720
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs			833 785		833 785
	Dotation exercice			325 128		325 128
	TOTAL			1 158 913		1 158 913
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus			322 565		322 565
	entre 1 et 5 ans			186 093		186 093
	à plus de 5 ans					
	TOTAL			508 658		508 658
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus			252		252
	entre 1 et 5 ans			15 441		15 441
	à plus de 5 ans					
	TOTAL			15 693		15 693
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE						

ANNEXE - Elément 4

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2019
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMEENTES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges		31 409		31 409
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			31 409		31 409
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours		3 849		3 849
	Sur comptes clients	4 476	847	797	4 527
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	4 476	4 696	797	8 376
TOTAL GENERAL		4 476	36 105	797	39 785

Dont dotations
et reprises {
- d'exploitation
- financières
- exceptionnelles

36 105

797

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Expertise comptable
Auditoria
Commissaires aux comptes

ANNEXE - Elément 5

Créances et Dettes


Etat exprimé en euros

		31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	78 586		78 586
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	2 310 449	2 310 449	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	19 772	19 772	
	Taxes sur la valeur ajoutée	48 599	48 599	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	85 467	85 467	
Charges constatées d'avances	66 478	66 478		
TOTAL DES CREANCES		2 609 351	2 530 765	78 586
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	70 681	70 681		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	670 735	224 978	445 758	
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 578 087	1 578 087		
	Personnel et comptes rattachés	243 031	243 031		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	207 892	207 892		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	76 050	76 050		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	91 309	91 309		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
Autres dettes	134 853	134 853			
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES		3 072 638	2 626 880	445 758	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		31 000			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		259 021			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

ANNEXE - Elément 6.01

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

Etat exprimé en euros	31/12/2019	Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation	Dettes, créances représentées par effets de commerce
<p style="text-align: center;">Bilan Actif</p> <p>Capital souscrit non appelé</p> <p>Actif immobilisé</p> <p>Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles Avances, acomptes sur immobilisations corporelles Participations Créances sur participations Prêts Autres titres immobilisés Autres immobilisations financières</p> <p>Actif circulant</p> <p>Avances, acomptes versés sur commandes Clients et comptes rattachés Autres créances Capital souscrit appelé non versé Valeurs mobilières de placement Disponibilités</p>				
<p style="text-align: center;">Bilan Passif</p> <p>Dettes</p> <p>Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes envers établissements de crédits Emprunts et dettes financières divers Avances, acomptes reçus sur commandes Dettes fournisseurs comptes rattachés Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes</p>				

NEANT

ANNEXE - Elément 6.02

Réévaluations

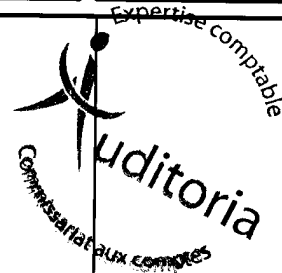
Etat exprimé en euros

31/12/2019	Aug. brute	Aug. amortis.	Sup. amortis.	Cessions	Cumul fin. ex.	Montant fin ex.
PROV. SPEC. REEVALUATION						
Concession brevets droits similaires						
Fonds commercial						
Terrains						
Constructions						
Immobilisations Corporelles en cours						
Autres immo. Corporelles en cours						
Immobilisations Corporelles en cours						
Titres de participation						
Autres titres immobilisés						
TOTAL						
AUTRES ELEMENTS						
Concessions brevets droits similaires						
Fonds commercial						
Terrains						
Participations						
Autres titres immobilisés						
TOTAL						

ANNEXE - Elément 6.03

Frais d'établissement

31/12/2019	Valeur nette	Taux amortissement
Frais de constitution		
Frais de premier établissement		
Frais d'augmentation de capital		
TOTAL		



ANNEXE - Elément 6.04

Frais de recherche

Etat exprimé en euros	31/12/2019	Montant	Recherche fondamentale	Recherche appliquée	Développement
Dép. R & D sans contrepartie spécifique - N'entrant pas dans le cadre commande client - En fonction de clients potentiels Dép. R & D avec contrepartie spécifique - Clients français Etat collectivités publiques - Autres clients - Clients étrangers					
TOTAL					
Autres dépenses de R & D - Cotisations parafiscales - Subventions versées - Acquisition résultats recherche					
TOTAL					
TOTAL GENERAL					
Dont inscrit au compte 203 du bilan					

ANNEXE - Elément 6.05

Fonds Commercial

	31/12/2019	Observations
Achetés avec protection juridique Eléments acquis du fonds de commerce Fonds commerciaux réévalués Fonds commerciaux reçus en apport		
TOTAL		



ANNEXE - Elément 6.08

Evaluation d'éléments d'Actif

Etat exprimé en euros

31/12/2019

An Bilan

Prix marché

	31/12/2019	An Bilan	Prix marché
Approvisionnements et marchandises			
Valeurs mobilières de placement			

NEANT

ANNEXE - Elément 6.09

Avances aux dirigeants

	31/12/2019	31/12/2018
TOTAL		



 Experte comptable
Auditoria
 Comptables aux comptes

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2019
Total des Produits à recevoir		168 936
Autres créances clients <i>CLIENTS FACTURES A ETABLIR</i>	96 691	96 691
Autres créances <i>FRS - RRR A OBTENIR</i>	72 245	72 245



ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros		31/12/2019
Total des Charges à payer		491 856
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 471
<i>INTERETS COURUS NON ECHUS</i>	101	
<i>AGIOS A PAYER</i>	1 370	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		148 599
<i>FOURNIS.FACT.NON PARVENUE</i>	148 599	
Dettes fiscales et sociales		307 850
<i>CONGES A PAYER & REPOS COMPENS</i>	108 294	
<i>PROVISION PRIME</i>	46 335	
<i>IJSS</i>	348	
<i>ORG.SOC.CH./CP & RC</i>	42 211	
<i>ORG.SOC.CH A PAYER</i>	23 898	
<i>ORG SOC FORMATION A PAYER</i>	3 546	
<i>ETAT AUTRES CH. A PAYER</i>	83 217	
Autres dettes		33 936
<i>CLIENTS AVOIRS A ETABLIR</i>	33 936	

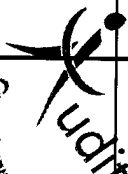


ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2019
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION CHARGES CONSTATEES D AVANCE		66 478	66 478
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			66 478


 Expertise Comptable
 Comptabilité aux comptes
Auditoria


ANNEXE - Elément 6.12

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2019
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

NEANT



 Expertise comptable
Auditoria
 Commissariat aux comptes

ANNEXE - Elément 6.13

Charges à répartir

Etat exprimé en euros

	Montant Net au Début d'exercice	Mouvements de l'exercice Augmentations	Mouvements de l'exercice Diminutions	Montant Net au 31/12/2019
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Charges différées				
Frais d'acquisition des immobilisations				
Frais d'émission des emprunts				
Charges à étaler				

ANNEXE - Elément 6.14

Capital social

	31/12/2019	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	5 662,00	10,0000	56 620,00
	Emises pendant l'exercice		0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice	5 662,00	10,0000	56 620,00

Variations des Capitaux Propres

Etat exprimé en euros	Capitaux propres clôture 31/12/2018	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/2019
Capital social	56 620				56 620
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	24 447				24 447
Ecart de réévaluation					
Réserve légale	5 662				5 662
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves	1 536 102	246 065		(457 702)	1 324 465
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice	459 065	(459 065)		292 725	292 725
Subventions d'investissement	25 833			(10 000)	15 833
Provisions réglementées					
TOTAL	2 107 729	(213 000)		(174 977)	1 719 753

Date de l'assemblée générale 19/06/2019

Dividendes attribués 670 702

¹ dont dividende provenant du résultat n-1 213 000

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 1 894 729

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 1 894 729

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (387 977)



ANNEXE - Elément 8

Engagements financiers

	31/12/2019	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Etat exprimé en euros			
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail Engagements de crédit-bail		508 658	
		508 658	
Engagements en pensions, retraite et assimilés Indemnités de fin de carrière (non actuarielle) Age de départ volontaire : 62 ans Taux moyen d'augmentation réelle des salaires : 1.50 % Taux moyen des charges sociales : 41.00 %		40 024	
		40 024	
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		548 682	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées			

ANNEXE - Elément 9

Dettes garanties par des Sûretés Réelles

Etat exprimé en euros

Nat. Dette	Nature de la Garantie	Org. Bénéficiaire	Montant début	31/12/2019
Emprunts Crédits-bails		NEANT		
		TOTAL		

ANNEXE - Elément supplémentaire

Annexe libre

Etat exprimé en euros

La provision pour litige d'un montant total de 31 408.63 € se décompose ainsi :

- Un litige opposant DS Impression à un ancien salarié : Monsieur CHALOM Mathias. Le Conseil des Prud'hommes a condamné DS Impression à divers rappels de salaire et accessoires à hauteur de 6 408.63 €, la décision n'est pas exécutoire un appel du jugement a été fait.

- Un litige opposant DS Impression à un bailleur de locaux : Monsieur BREFFA Hubert. Le litige porte sur le montant du loyer et la surface louée. La valeur du litige s'élève à 25 000 € HT.

Les honoraires du cabinet Auditoria quant à sa mission légale des comptes devraient s'élever pour l'exercice 2019 à 5 635 € HT.

La ventilation par catégorie de l'effectif moyen s'effectue comme suit :

- Non-cadres classiques : 29
- Cadres : 11

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre la partie courante et la partie imputable aux éléments exceptionnels :

- Résultat fiscal : 135 655 € IS : 37 983 €
- Résultat courant : 293 643 €
- Résultat exceptionnel : 8 235 €
- Crédits d'impôt : (28 830 €)
- Réintégrations : 93 680 €
- Déduction exceptionnelle suramortissement : (218 296 €)



ANNEXE - Elément supplémentaire

Transferts de charges

Etat exprimé en euros

31/12/2019

INDEMNISATIONS TRANSPORTEURS	4 901
ANNULATION EXTOURNE TA ET FPC 2016	5 029
GESTION ADMINISTRATIVE	37 532
ALLIANZ	4 196
INDEMNISATIONS ASSUREUR-CREDIT	12 791
DIVERS	1 299
AGEFOS	425
SOLDE IJSS	939
TOTAL	67 112



Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros	AUDITORIA							
	31/12/2019	31/12/2018	%	%	31/12/2019	31/12/2018	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	5 635	5 525	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	5 635	5 525	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	5 635	5 525	100,00	100,00				



Annexe des comptes annuels 31/12/2019

Etat exprimé en euros

COVID-19

1. Information au titre d'un événement post-clôture

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur. L'entreprise a estimé à la date d'arrêté de ses comptes que cette situation relève d'un événement post-clôture sans lien avec une situation existant au 31 décembre 2019. Par conséquent, l'entreprise n'a pas procédé à un ajustement de ses comptes clos au 31 décembre 2019 au titre de cet événement.

2. Information au titre de l'impact du covid-19 sur l'activité de l'entreprise postérieurement à la clôture de l'exercice

Selon le principe de continuité d'exploitation et conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, DS Impression constate que cette crise sanitaire a un impact significatif sur son activité.

A la date d'établissement de ses comptes, le chiffre d'affaires a diminué de 29 % sur la période du 1er janvier au 31 mai soit une chute de 1 193 005 €.

Relativement aux incertitudes pesant à la date d'arrêté des comptes, soit le 04/06/2020, sur la situation financière de l'entreprise résultant de la crise :

est estimé, eu égard à la baisse du chiffre d'affaires constatée et aux mesures prises :

- Recours à l'activité partielle pour près de 30 % du personnel en proportion des heures de travail de base des mois de mars, avril et mai.
- Demande de prêt garanti par l'Etat en cours à hauteur de 2 370 000 €.
- Report des échéances des prêts pour une durée de 6 mois.
- Conclusion avec plusieurs fournisseurs de remises sur divers contrats (maintenance, assurance, baux immobiliers), le total des remises obtenues au 04/06/2020 s'élèvent à 33 586 €.

que les incidences de la crise sanitaire sur le résultat se solderont par un déficit probablement proche des 900 000 €, les capitaux propres en seront d'autant impactés.

L'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

